

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>61</b>	<b>19</b>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 22 février 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 22 février à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Assainissement - Biot - Perception et reversement de la Redevance Assainissement communale - Convention avec VEOLIA Eau

<input checked="" type="checkbox"/> Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.010

Date de la convocation : <b>Le 16/02/2021</b>
<b>Certifié exécutoire compte tenu</b>
de l'affichage en date du <b>- 3 MARS 2021</b>
de la réception s/Préfecture en date du <b>- 3 MARS 2021</b>
Pour le Président, La Directrice des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux

Laurence MALHERBE

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Claire BAES, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Françoise THOMEL à Yves DAHAN, Nathalie DEPETRIS à Simone TORRES-FORET DODELIN, Elisabeth DEBORDE à Joseph CESARO, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO

**ABSENTS :**

Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Céline LAMBIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur CESARO,**

**Vu** la délibération n°CC.2019.33 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant sur la prise de compétence « Assainissement des eaux usées » au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**Vu** la délibération n°CC.2019.136 du Conseil Communautaire en date du 14 octobre 2019 portant création de la Régie « Assainissement des eaux usées » à simple autonomie financière ;

La société VEOLIA EAU assure, par délégation de service public, l'exploitation du service public d'eau potable de la C.A.S.A. sur la Commune de Biot.

La C.A.S.A. assure en régie, sur cette même Commune, l'exploitation du service public d'assainissement collectif.

La redevance d'assainissement facturée aux usagers du service public de l'assainissement collectif de la Commune de Biot est composée d'une part fixe annuelle et d'une part proportionnelle au volume d'eau prélevé sur le service public de distribution d'eau potable communal (ou sur toute autre source dans le cas où l'utilisateur est desservi en eau par une alimentation distincte du service public).

Une redevance « Organismes tiers » (Agence de l'Eau) dédiée à la modernisation des réseaux de collecte d'eaux usées est par ailleurs facturée aux usagers du service public d'assainissement collectif.

En application de l'article R.2224-19-7 du C.G.C.T. et en vue de simplifier les relations avec les usagers du service, la facturation et le recouvrement de ces différentes redevances spécifiquement dédiées à l'assainissement collectif doivent être effectués par l'exploitant du service public de distribution de l'eau potable de la commune de Biot suivant la même périodicité que pour l'eau potable.

Les modalités encadrant la perception et le reversement de la redevance « organismes tiers » font déjà l'objet de dispositions contractuelles et conventionnelles établies avec l'exploitant en charge de la distribution d'eau potable sur la Commune de Biot.

Les modalités de reversement de la redevance « Assainissement – C.A.S.A. » perçue par l'exploitant en charge de la distribution d'eau potable, ainsi que sa rémunération pour cette prestation doivent être fixées au travers d'une convention conclue entre la C.A.S.A et cet exploitant, dont le projet est joint en annexe.

Le projet de convention précise donc :

- Les conditions générales de recouvrement de la redevance « Assainissement – C.A.S.A » auprès des clients et propriétaires disposant d'un branchement d'assainissement sur la commune de Biot ;
- Les conditions de son reversement à la C.A.S.A. ;
- La gestion des données des abonnés (propriétaires redevables, nouveaux raccordements, etc.) et des contrats ;
- La gestion des impayés et l'instruction des litiges ;
- Les conditions de rémunération du délégataire du service public d'eau potable de la Commune de Biot.



Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention avec la Société VEOLIA EAU, relative au recouvrement et au reversement à la C.A.S.A de la redevance « Assainissement – C.A.S.A », dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver le montant fixé pour ce recouvrement à raison de :
  - 1,70 € HT par facture pour les usagers du service public d'eau potable communal ;
  - 2,50 € HT par facture pour les usagers du service public d'assainissement bénéficiant d'une source d'alimentation distincte du service public d'eau potable communal ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes afférents à son exécution.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention avec la Société VEOLIA EAU, relative au recouvrement et au reversement à la C.A.S.A de la redevance « Assainissement – C.A.S.A », dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver le montant fixé pour ce recouvrement à raison de :
  - 1,70 € HT par facture pour les usagers du service public d'eau potable communal ;
  - 2,50 € HT par facture pour les usagers du service public d'assainissement bénéficiant d'une source d'alimentation distincte du service public d'eau potable communal ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 22 février 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI



**Convention entre VEOLIA – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX  
Et  
la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis  
pour le recouvrement des redevances d'assainissement collectif  
de la Commune de Biot**

**ENTRE :**

**La Société VEOLIA-Eau Compagnie Générale des Eaux**, société en commandite par actions, au capital de 2.207.287.340,98 euros, ayant siège social 21 rue de La Boétie – 75008 Paris et pour numéro d'identification unique 572 025 526 Paris, représentée par Monsieur Olivier ASTOLFI, Directeur du Territoire Alpes- Maritimes agissant au nom et pour le compte de la Société et ci-après dénommée « **L'Exploitant du service d'eau potable** »,

D'une part,

**ET**

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qu'il détient et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2021..... en date du 22 février 2021, ci-après dénommée « **la Collectivité Assainissement** »,

D'autre part.

**IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

**L'Exploitant du service d'eau potable** assure, aux termes d'un contrat de délégation de service public conclu le 26 Juin 2008, l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable de la commune de Biot.

**La Collectivité Assainissement** assure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'exploitation du service public d'assainissement collectif de la commune de Biot en régie.

En application des dispositions des articles L.2224-12-2 et R 2224-19-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et 1331-8 du Code de la Santé Publique, la C.A.S.A a, par délibération, institué une redevance d'assainissement collectif.

En application de l'article R 2224-19-7 du C.G.C.T., la C.A.S.A a souhaité que le recouvrement des redevances d'assainissement collectif soit effectué sur la même facture que celle du service de distribution publique d'eau potable.

## IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

### **Article 1 : Objet de la présente convention et définitions**

La présente convention a pour objet de fixer les obligations respectives de l'**Exploitant du service d'eau potable** et de l'**Exploitant du service d'assainissement collectif**.

A cet effet, les parties s'accordent sur les définitions suivantes pour l'application de la présente convention:

- **Branchement eau potable de référence:** branchement eau potable utilisé pour établir le volume facturé
- **Branchement assainissement:** dispositif raccordant la boîte de raccordement à la canalisation publique d'assainissement. Le branchement assainissement peut présenter les caractéristiques suivantes:
  - Le branchement raccordé: les installations privées sont raccordées (conformément à la réglementation) à la boîte de raccordement,
  - Le branchement raccordable: les installations privées ne sont pas raccordées ou sont mal raccordées (raccordement non conforme à la réglementation) à la boîte de raccordement
  - Le branchement non raccordé autorisé: les installations privées ne sont pas raccordées à la boîte de raccordement par autorisation de la Collectivité.
- **Date d'assujettissement:** date à partir de laquelle le propriétaire est redevable de la contribution d'assainissement, c'est-à-dire, selon la décision de la Collectivité, soit la date à laquelle le branchement est raccordable, soit la date d'expiration du délai fixé (par la collectivité) à compter de la mise en service de la canalisation publique si à cette date le branchement reste raccordable.
- **Date de mise en service:** date à partir de laquelle le client est redevable de la redevance d'assainissement, c'est-à-dire, date à laquelle le branchement est raccordé.
- **Redevance d'assainissement:** correspond à la part perçue par la collectivité en contrepartie du service de l'assainissement pour les branchements raccordés.
- **SI:** Système d'Information de gestion clientèle.

Dans les immeubles collectifs d'habitation ou les ensembles immobiliers de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, un branchement eau potable de référence dessert l'ensemble des abonnés individuels de l'immeuble et les facturations sont établies sur la base des volumes d'eau enregistrés aux compteurs individuels et au compteur général d'immeuble. En ce cas, à une même adresse de branchement sont associés plusieurs clients ou propriétaires redevables des redevances ou contributions d'assainissement.

La présente convention fixe les conditions générales de recouvrement des redevances d'assainissement pour les clients et propriétaires disposant d'un branchement assainissement dit « standard » et « non standard », à savoir:

#### **Branchement d'assainissement « standard » :**

- Ayant un branchement assainissement raccordé et un branchement eau potable de référence géré par l'**Exploitant du service d'eau potable** ;
- Dont la redevance d'assainissement est appliquée sans coefficient de correction, ni forfait ;
- Ayant la même périodicité de facturation que celle applicable pour l'eau potable.

#### **Branchement d'assainissement « non standard » :**

- Ayant un branchement assainissement raccordé mais disposant d'une ressource en eau distincte de celle du service public d'eau potable ;
- Et / Ou dont la redevance d'assainissement est appliquée avec un coefficient de correction,

**La Collectivité Assainissement** charge **l'Exploitant du service d'eau potable**, qui l'accepte, de recouvrer pour son compte les redevances d'assainissement des clients et propriétaires redevables disposant d'un branchement assainissement standard ou non standard aux conditions suivantes.

## **Article 2 : Gestion des données des clients et propriétaires redevables**

A l'entrée en vigueur de la présente convention **l'Exploitant du service d'eau potable** communique à **la Collectivité Assainissement**, les données en sa possession relatives aux services de l'assainissement collectif et non collectif (non raccordés). **L'Exploitant du service d'assainissement collectif** est seul responsable de l'établissement de la liste des clients et propriétaires redevables, à cet effet il se charge de collecter les données de chaque branchement assainissement standard à intégrer dans le SI, à savoir:

- Adresse du branchement,
- Nom et adresse du client /nom et adresse du propriétaire,
- Caractéristiques du branchement assainissement (raccordé, raccordable, non raccordé autorisé),
- Date d'assujettissement du branchement assainissement,
- Date de mise en service du branchement assainissement,
- Index du compteur d'eau à la date d'assujettissement ou à la date de mise en service. A ce titre, l'Exploitant du service d'assainissement collectif est habilité à relever l'index du compteur d'eau.

**La Collectivité Assainissement** communique une fois par mois à **l'Exploitant du service d'eau potable** les données mises à jour par ses soins, par fichier électronique sous format Excel ou équivalent.

**L'Exploitant du service d'eau potable** est tenu de mettre à jour son SI dans un délai de 20 jours calendaires à compter de la réception des données.

**L'Exploitant du service d'eau potable** communique, dans un délai de 2 mois à l'issue de chaque cycle de facturation, à **la Collectivité Assainissement** les données de son SI mises à jour. La transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent avec les données suivantes :

- Adresse du branchement
- Nom et adresse du client /nom et adresse du propriétaire
- Caractéristiques du branchement assainissement (raccordé, raccordable, non raccordé autorisé)
- Volumes consommés pour les usagers raccordés au réseau ;

## **Article 3 - Gestion des contrats des clients et propriétaires redevables**

**La Collectivité Assainissement** gère les relations avec les usagers du service d'assainissement collectif. A ce titre, il fait son affaire de la conclusion des conventions de déversement ordinaires et spéciales avec les usagers du service.

### **3.1 Nouveau branchement assainissement**

Lors de la réalisation d'un nouveau branchement assainissement, **la Collectivité Assainissement** fait son affaire de la collecte des données relatives au branchement ainsi que de l'information du propriétaire et/ou du client.

Toutefois, **l'Exploitant du service d'eau potable** est tenu, lors de la demande d'un devis pour la réalisation d'un nouveau branchement d'eau potable, d'informer par écrit le demandeur dès que possible et au plus tard à l'établissement du devis de la nécessité de prendre contact avec **la Collectivité Assainissement** pour l'évacuation de ses eaux usées.

Pour un nouveau branchement assainissement, **la Collectivité Assainissement** se charge de la souscription du contrat de déversement au service de l'assainissement et communique les données correspondantes à **l'Exploitant du service d'eau potable** dans les conditions prévues à l'article 2 ci-dessus.

### **3.2 Branchement assainissement existant**

Pour un branchement assainissement existant dont les données sont déjà gérées dans son SI, **l'Exploitant du service d'eau potable** est autorisé à adresser au nouveau client du service de l'eau une première facture, dite "facture d'accès au service", faisant apparaître la redevance d'assainissement.

**La Collectivité Assainissement** peut demander, au plus une fois par mois, à **l'Exploitant du service d'eau potable** les données mises à jour concernant chaque branchement assainissement ayant fait l'objet d'une facture d'accès au contrat, la transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent.

Dans tous les cas, **la Collectivité Assainissement** adresse, en tant que de besoin, le règlement du service de l'assainissement aux clients du service de l'assainissement ainsi qu'aux propriétaires.

A la résiliation du contrat d'abonnement au service de l'eau, **l'Exploitant du service d'eau potable** émet une facture d'arrêt de compte tant pour le service de l'eau que pour celui de l'assainissement.

## **Article 4 - Facturation des redevances d'assainissement collectif**

**L'Exploitant du service d'eau potable** assure la facturation et l'encaissement des redevances d'assainissement collectif au nom et pour le compte de **la Collectivité Assainissement**.

**La Collectivité Assainissement** est seule responsable du calcul des tarifs et de la collecte des redevances applicables au service de l'assainissement. **La Collectivité Assainissement** notifie, au plus tard un mois avant la date de chaque facturation, à **l'Exploitant du service d'eau potable** les tarifs à appliquer. En l'absence de notification faite à **l'Exploitant du service d'eau potable**, celui-ci reconduit les tarifs fixés pour la période de consommation précédente.

**L'Exploitant du service d'eau potable** calcule le montant de la redevance, due par le client ou le propriétaire, au titre de l'assainissement collectif. Il porte ce montant sur la même facture que celle afférente aux sommes dues au titre de la fourniture d'eau potable mais séparément de ces sommes, conformément à la réglementation. Il fait figurer les coordonnées (adresse et n° de téléphone) du point d'accueil de **la Collectivité Assainissement**. Il met en recouvrement les factures ainsi complétées.

**L'Exploitant du service d'eau potable** établit les factures aux périodes prévues dans son contrat de délégation du service public de l'eau. A la date de signature de la présente convention, les périodes de facturation sont semestrielles. En cas de modification de ces périodes, **l'Exploitant du service d'eau potable** informe **la Collectivité Assainissement** dans les meilleurs délais.

L'**Exploitant du service d'eau potable** ne peut être tenu pour responsable des retards à la facturation ou à l'encaissement qui seraient occasionnés par des causes indépendantes de sa gestion propre, par exemple par un retard à l'approbation de ses tarifs contractuels de vente d'eau. Il n'a, en aucun cas, à établir une facturation provisoire ni une facturation spéciale pour les redevances d'assainissement collectif.

#### **Article 5 : Conditions particulières**

##### **Usagers disposant d'une autre ressource en eau :**

L'**Exploitant du service d'eau potable** est également chargé de facturer la redevance d'assainissement aux clients disposant d'une autre source d'eau que celle du réseau public raccordée à ses installations privatives. Dans ce dernier cas, **la Collectivité Assainissement** précisera à l'**Exploitant du service d'eau potable** les clients du service d'assainissement collectif qui ne sont pas usagers du service public d'eau potable. Elle est également tenue de fournir à l'**Exploitant du service d'eau potable**, dans les délais précisés à l'article ci-dessus, le volume forfaitaire applicable et défini par délibération de son assemblée délibérante. Cette prestation donnera lieu à la facturation d'une rémunération spécifique définie à l'article 8.2 de la présente.

#### **Article 6 : Versement du produit des redevances d'assainissement collectif**

L'**Exploitant du service d'eau potable** encaisse les redevances d'assainissement collectif en même temps que les sommes relatives à l'eau.

Les états liés aux reversements seront adressés par l'exploitant du service d'eau potable par voie dématérialisée, il est de la responsabilité de l'exploitant du service d'assainissement collectif de lui communiquer une adresse mail active.

Conformément au règlement général pour la protection des données (RGPD), les fichiers contenant des données personnelles seront mis à disposition au travers d'un outil sécurisé.

Les produits encaissés pour le compte de **la Collectivité Assainissement** lui sont versés dans les conditions suivantes :

- Au 30 septembre : un acompte d'un montant de 90 % des sommes facturées entre le 01/03/N et le 31/08/N
- Au 31 mars : Le solde des sommes facturées entre le 01/03/N-1 et le 28/02/N déduction faite des impayés constatés à la date du versement.

Toute somme non versée à ces dates porte intérêt au taux légal en vigueur.

Les éventuelles majorations pour non-paiement sont facturées et reversées conformément à la réglementation en vigueur et dans les mêmes conditions de délai que les autres produits encaissés pour le compte de **la Collectivité Assainissement**.

L'**Exploitant du service d'eau potable** reverse à l'Agence de l'eau la redevance pour modernisation des réseaux de collecte au titre du service d'assainissement collectif dans les conditions définies à l'article L213-10-6 du Code de l'environnement.

L'**Exploitant du service d'eau potable** établit à la date du 31 mars un décompte annuel (du 01/03/N-1 au 28/02/N) des produits encaissés pour le compte de l'Exploitant du service d'assainissement collectif.

Ce décompte fait apparaître les éléments suivants, décomposés en quantités et en prix unitaires et détaillés en part fixe et part variable :



## a) Crédit

- Montant des redevances mises en recouvrement au titre de la facturation de l'année n
- Montant des régularisations au titre des périodes antérieures détaillées par année
- Montant global des impayés recouverts des périodes antérieures

## b) Débit

- Montant global des impayés de la période en cours à la date de présentation du décompte
- Montant des régularisations au titre des périodes antérieures détaillées par année
- Montant des sommes versées à l'Exploitant du service d'assainissement collectif (acompte du 30/09 et solde du 31/03)
- Montant des impôts et taxes imputables à l'encaissement de la redevance, le cas échéant

En annexe à ce compte, l'Exploitant du service d'eau potable présente à l'Exploitant du service d'assainissement collectif la liste des non-valeurs relatives aux débiteurs défaillants que l'Exploitant du service d'eau potable renonce à poursuivre (insolvable, décédé sans héritier, disparu, ...).

L'**Exploitant du service d'eau potable** procède à l'ouverture dans sa comptabilité d'un compte spécial "assainissement" permettant à la **Collectivité Assainissement** de contrôler le produit des redevances d'assainissement.

L'**Exploitant du service d'eau potable** tient à disposition de la **Collectivité Assainissement** toutes pièces justificatives dont celui-ci désirerait prendre connaissance pour constater le bien-fondé de l'établissement du décompte annuel et en particulier les bordereaux de débit et les états d'encaissement.

#### **Article 7 : Impayés, recouvrement et instruction des litiges**

En aucun cas, l'**Exploitant du service d'eau potable** ne peut être tenu pour responsable vis à vis de la **Collectivité Assainissement** du non-paiement des redevances d'assainissement collectif.

Après avoir utilisé des moyens mis à sa disposition par le règlement sur le service de l'eau, à l'exclusion des procédures contentieuses, l'**Exploitant du service d'eau potable** établit et adresse à la **Collectivité Assainissement** un état des redevances mises en recouvrement depuis plus de trois mois et non recouvrées.

En cas de paiement partiel, sauf demande spécifique du client, le montant du règlement est imputé au prorata des redevances facturées.

Il appartient à la **Collectivité Assainissement** d'appliquer, concernant les redevances, les mesures prévues à l'article R.2224-19-9 du C.G.C.T. Si l'**Exploitant du service d'eau potable** parvient à encaisser ultérieurement une somme figurant à cet état des impayés, il doit en informer la **Collectivité Assainissement** dans le mois de l'encaissement. Les sommes ainsi encaissées avec retard ainsi que les pénalités éventuelles prévues par la réglementation, sont ajoutées par l'**Exploitant du service d'eau potable** au versement du décompte annuel suivant et font l'objet d'une ligne spéciale sur l'état global correspondant.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives au service de l'assainissement présentées par les clients ou les propriétaires sont instruites et traitées par la **Collectivité Assainissement**. En cas de réception d'une réclamation de ce type par l'**Exploitant du service d'eau potable**, celle-ci informe le client ou le propriétaire des coordonnées de la **Collectivité Assainissement** et transmet sans délai à la **Collectivité Assainissement** toutes les correspondances relatives au service de l'assainissement (demandes d'informations, réclamations, contestations...) qui lui sont le cas échéant adressées.

**L'Exploitant du service d'eau potable** transmet chaque année à **la Collectivité Assainissement** les informations au titre des dégrèvements accordés en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteurs. Il lui fournit également copie des justificatifs de réparation transmis par les abonnés.

**La Collectivité Assainissement** garantit **l'Exploitant du service d'eau potable** contre tout recours qui serait exercé à son encontre par des clients du service de l'assainissement, à l'exception d'un manquement de **l'Exploitant du service d'eau potable** aux obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

**La Collectivité Assainissement** conserve l'entière responsabilité des obligations relatives à l'exécution de ses missions propres.

## **Article 8 : Rémunération de l'Exploitant du service d'eau potable**

### **8.1 Prestations de base**

Les tâches relatives au recouvrement des redevances d'assainissement collectif incombant à **l'Exploitant du service d'eau potable** en application de la présente convention sont rémunérées, en valeur de base hors taxes au 01/01/2021 à raison **1.70€ HT** par facture émise portant perception des redevances.

### **8.2 Prestations spécifiques (en option)**

Les tâches relatives au recouvrement des redevances d'assainissement collectif incombant à **l'Exploitant du service d'eau potable** en application de l'article 5 de la présente convention sont rémunérées, en valeur de base hors taxes au 01/01/2021, à raison de **2,50€ HT** par facture émise portant perception des redevances.

### **8.3 Evolution du prix des prestations**

Les prix à appliquer à chaque facturation sont obtenus en multipliant ce tarif de base par le coefficient K donné par la formule définie ci-après, dans laquelle les valeurs des paramètres à prendre en compte seront les valeurs connues au premier jour de la période considérée :

$$K = 0,15 + 0,85 \text{ Fsd2/Fsd20}$$

Dans laquelle :

Fsd2 = Indice des fournitures et services divers type 2 publié au MTPB.

Fsd20 est la valeur de l'indice ci-dessus connue au 1<sup>er</sup> janvier

Fsd2 est la valeur de l'indice ci-dessus connue au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée

Pour les indices Fsd2 et Fsd20, les valeurs connues sont celles du 1<sup>er</sup> Janvier 2019

Si l'un des indices ci-dessus n'est plus publié, **l'Exploitant du service d'eau potable** proposera à **la Collectivité Assainissement**, son remplacement par un indice représentant sensiblement le même élément constitutif du prix, en indiquant les conditions de son raccordement. Les parties se mettront d'accord par simple échange de courrier.

**L'Exploitant du service d'eau potable** adresse à **la Collectivité Assainissement**, en même temps que le versement du solde visé à l'article 6, une facture établie sur cette base. La somme correspondante est, soit imputée sur le décompte annuel, soit payée par **la Collectivité Assainissement** dans le mois suivant.

Toute somme non versée à cette date porte intérêt au taux légal en vigueur.

### **Article 9 : Dispositions diverses**

Chaque partie doit mettre les mesures techniques et organisationnelles en place pour assurer la conformité des traitements des données personnelles à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) et devrait être en mesure de le démontrer.

Chaque partie doit s'assurer que les données qu'elle utilise sont nécessaires aux finalités qu'elle a déterminées.

Les parties de la présente convention s'engagent à procéder aux déclarations et informations qui seraient requises dans le cadre de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### **Article 10 : Durée et entrée en vigueur**

La présente convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour la durée du contrat de délégation du service public d'eau potable de **l'Exploitant du service d'eau potable**.

L'une ou l'autre partie peut par ailleurs procéder à une résiliation unilatérale de la convention en cas de modification par la réglementation des conditions actuelles de recouvrement des redevances et contributions d'assainissement collectif.

Fait en deux exemplaires originaux.

Le ....., A .....

**Pour l'Exploitant du service d'eau potable**

**Pour l'Exploitant du service  
d'assainissement collectif**

**Olivier ASTOLFI  
Directeur du Territoire**

**Jean LEONETTI  
Président de la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 22/02/2021  
Numéro : CC\_2021\_010  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Biot - Perception et reversement de la Redevance  
Assainissement communale - Convention avec VEOLIA  
Eau  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : UrqyAML

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 03/03/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210222-CC\_2021\_010-DE

**Acte reçu**

Date : 22/02/2021  
Numéro interne : CC\_2021\_010  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Biot - Perception et reversement de la Redevance Assainissement communale - Convention avec VEOLIA  
Eau  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210222-CC\_2021\_010-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20210222-CC\_2021\_010-DE-1-1\_2.PDF

N